

## Comptes rendus de lecture

**Christiane Chaulet-Achour et Yahia Belaskri (Ouvrage collectif sous la direction de), *L'Épreuve d'une décennie, Algérie, art et culture, 1992-2002*, Editions Paris-Méditerranée, 2004. Publié dans le cadre de l'Année de l'Algérie en France, avec le concours du Centre national du livre (CNL)**

Au-delà des circonstances motivant l'élaboration de cet ouvrage pour esquisser un bilan de la création culturelle en Algérie durant la *décennie noire* 1992-2002, l'idée est d'en faire le symbole du partage d'un héritage commun. Globalement et en dépit d'une situation déliquescence de la *création artistique en Algérie*, l'existence de talents et les nombreuses potentialités qu'elle porte forcent l'espoir d'un *mûrissement* à partir d'un *constat bien amer* (Brahim Hadj Slimane).

En matière de production littéraire, le romanesque *frappe par son extrême diversité* et marque un tournant où se distinguent *de nouvelles approches de l'enfant, la femme, le couple* (Christiane Chaulet-Achour, Bouba Mohammedi-Tabti). L'œuvre poétique est glorifiée par des hommages et témoignages à Tahar Djaout (Corinne Blanchaud-Jansen), Mohamed Sebti et Rachid Mimouni (Christiane Chaulet-Achour).

Le théâtre, pour sa part, est présenté comme une large fresque où les morts et les vivants, dramaturges et comédiens, donnent à cet ensemble une extraordinaire énergie créatrice. Bien que prolifique, il n'en demeure pas moins entaché par les événements de la décennie : son éthique s'en trouve compromise au niveau du résultat et de la gestion qualitative du produit (Ahmed Cheniki, Messaoud Benyoucef, Leïla Hamoutène).

Le cinéma et la musique, bien que peu de place leur soit consacrée, révèlent l'un et l'autre une originalité. Elargissant leurs frontières, ils ont conduit au brassage d'une variété de talents, ceux issus de la diaspora et de la deuxième génération pied-noire. Pour le cinéma, il est noté « ... une multiplicité de thèmes et des traitements qui contribuent à réconcilier la culture algérienne avec sa pluralité plongeant au cœur d'une histoire aussi riche que complexe » (Mouloud Mimoun). La musique, comme pour le théâtre, est soumise au même constat : « absence de professionnalisme, inexistence des maisons de production, autant de tares et de difficultés qui ont ramené le raï... aux cabarets, son lieu fétiche d'expression » (Yahia Belaskri).

Au registre des langues, une lecture rétrospective sur leur considération, donne à voir comment les insuffisances d'un système ont conduit à une situation dominée par des luttes d'appareils empêchant leur communion *pour une question nationale aussi vitale que la langue* (Mohamed Benrabah). En recommandation, il reste à faire une *politique linguiste* pour un *plurilinguisme*, à l'instar des nombreux exemples qui existent dans le monde (Abdou Elimam, Dalila Morsly).

Le thème « Peuples et histoire » aborde un sujet où sont dévoilés quelques faits visant à rétablir des vérités sur la période coloniale. Ismaÿl Urbain, injustement *relégué aux oubliettes de l'histoire*, fut un *anti-coloniste* de la première heure, lui qui *avait consacré toute sa vie à construire une Algérie française, qui fut une Algérie pour tous les Algériens, se retrouva dans le camp des anti-colonialistes* (Michel Levallois). Sur un autre plan, pour les Juifs, ce sera une *histoire tourmentée* à travers les questions *d'antijudaïsme et d'antisémitisme*, qui les mèneront, après *plus de deux mille ans de présence en Algérie*, à en partir comme *une crue dans un oued saharien...* (Richard Ayoun). Même lieu, autre départ perçu comme un exil : celui des Pieds-Noirs qui, en 1961 et 1962, rejoignaient une *métropole qu'ils n'avaient pour la plupart jamais vue* (Eric Savarèse). Ils laissent derrière eux l'histoire d'un *imbroglio où était plongée l'administration française qui devait, sur le plan statistique, mettre la population indigène dans une catégorie qu'elle refusait de définir comme algérienne* (Kamel Kateb). Pour clore ce chapitre, le récit d'un attachement à Sidi-Ghilès, ex-Novî, le village d'origine, donne aux retrouvailles ce côté indicible lié à *l'humus commun* dont sont faits *Algériens-Algériens, Algériens-Français, Français-Algériens* (Paul-Antoine Faizant).

En filigrane, la question des arts plastiques est à peine effleurée. Elle est néanmoins représentée, en couverture, par une toile d'Otmane Mersali.

*Ammara BEKKOUCHE*

**Karim Arib, *Ahaggar. Aux origines du patrimoine architectural*, Editions Dalimen, 2002.**

**Edité avec le concours du Commissariat général de l'Année de l'Algérie en France.**

Soutenu à juste titre par les éloges de l'éditeur à l'égard de l'auteur, cet ouvrage est révélateur des jeunes potentialités qui ont fait le choix d'écrire en puisant dans ce prodigieux gisement qu'est le patrimoine du

désert algérien. Illustrations à l'appui, le paysage est présenté à partir des traces de son habitat préhistorique (abris, grottes, monuments funéraires, gravures...) et des pratiques encore vivaces de la population touareg. Elles ont, bien entendu, évolué depuis la *naissance de l'architecture*, symbolisée par le monument de Tin-Hinan, jusqu'à la sédentarisation de la population, concrétisée par Tamanrasset et par les villages de Aghrem, Tazrouk...

Architecte de formation, l'auteur nous donne une lecture de l'espace, de ses usages et de ses transformations à travers le temps. Se basant sur une typologie de la maison traditionnelle, il montre ainsi les modes d'habiter, les matériaux utilisés, les systèmes constructifs..., en liant l'acte de bâtir à la symbolique des pratiques sociales. Telle est, par exemple, l'interprétation issue du cheminement de la procession funéraire dans le monument de Tin-Hinan. L'idée sous-jacente de transmettre un message se confirme en conclusion dans laquelle est réitérée l'urgente nécessité d'une protection du patrimoine qui associerait les préoccupations socio-économiques des populations locales à sa préservation durable.

*Ammara BEKKOUCHE*

**Abdelkader Sid Ahmed, *le développement asiatique : quels enseignements pour les économies arabes ?* *Éléments de stratégie de développement : le cas de l'Algérie*. Editions ISPROM-PUBLISUD, 2004.**

Alors que les nouveaux pays industrialisés (NPI) asiatiques connaissent depuis quelques décennies des taux de croissance remarquables, les faisant converger vers les pays les plus développés, les économies arabes, pourtant plus favorablement dotées en ressources naturelles et financières, ne réussissent pas à enclencher des dynamiques durables de développement. Ce constat recentre l'intérêt des économistes sur les problématiques de croissance écartées depuis plusieurs décennies par des préoccupations de conjoncture économique.

S'inscrivant dans cette approche, l'ouvrage de Abdelkader Sid Ahmed s'articule autour d'une question essentielle : comment, dans le contexte actuel marqué par un double processus de mondialisation et de régionalisation, l'économie algérienne peut-elle renouer avec une *croissance endogène forte et durable*, indépendante de la rente pétrolière ?

Après une introduction consacrée au bilan de l'expérience algérienne, l'auteur visite les expériences réussies de développement asiatiques, en tire des enseignements cruciaux pour les économies arabes pétrolières, notamment pour l'économie algérienne pour laquelle il pose les jalons d'une stratégie de développement.

### ***Une « économie naufragée »***

A l'orée du second troisième millénaire, le bilan que fait S.A. Abdelkader de l'économie algérienne est sans appel : une industrialisation restée au milieu de gué, l'effondrement de « l'embryon d'état développemental », l'exode des capitaux et des cadres de haut niveau, autant de raisons qui en font une économie naufragée, sans perspectives et pour laquelle l'Etat, « voué aux *rent seeking activities* », n'arrive pas, malgré le retour à l'aisance financière, à imaginer et à « tracer un sentier vers une économie de marché efficace. »

Dans un contexte caractérisé par l'absence d'une classe d'entrepreneurs « schumpétériens », d'un système productif dynamique, d'infrastructures scientifiques et techniques, et marqué par des « rigidités institutionnelles », le retour aux équilibres macroéconomiques et financiers, la libéralisation des échanges et les volontés de réformes affichées se sont révélés des conditions insuffisantes pour insérer l'économie algérienne dans les « nouveaux réseaux de production internationaux » et enclencher une dynamique de croissance.

### ***Pays émergents : une dynamique de croissance soutenue par des politiques industrielles actives***

Pourtant cet échec partagé par la majorité des économies arabes n'est pas une fatalité. Les expériences de développement réussies des pays émergents d'Asie montrent que la convergence économique n'est pas une utopie. Analysant le modèle de développement asiatique et de ses multiples variantes, l'auteur met en exergue leur dénominateur commun : une politique industrielle active axée autour de la construction d'avantages comparatifs dynamiques dans laquelle l'État joue le rôle déterminant de promoteur et régulateur du développement économique national.

Contrairement aux principes libéraux qui caractérisent les recommandations des institutions internationales, l'Etat y a joué un rôle fort et décisif, aussi bien dans la transformation de l'épargne en profits, permettant ainsi la mobilisation de ressources pour les investissements stratégiques, que dans l'intégration sélective à l'économie mondiale. Déployant son action à travers le développement des infrastructures

physiques et sociales nécessaires au soutien de la croissance, l'encouragement de la recherche-développement en synergie avec le secteur privé, des politiques de filtrage de l'investissement direct étranger en faveur des technologies de pointe au fur et à mesure du développement des capacités d'absorption de l'économie, notamment par le biais d'une évolution synchronisée du capital humain, il a favorisé une insertion évolutive dans la chaîne de valeur globale caractérisée par un repositionnement sur les segments à plus forte valeur ajoutée.

De ces expériences riches d'enseignements, l'auteur met l'accent sur les *leçons institutionnelles* : l'interaction dynamique entre institutions et croissance place le changement institutionnel au cœur de toute stratégie visant le développement de long terme. Dans les économies arabes rentières, la mise en place d'institutions politiques compétentes, actives et vertueuses, d'administrations stables et relativement autonomes vis-à-vis du pouvoir politique, d'institutions économiques à caractère associatif dynamiques, constituent des préalables incontournables.

### ***Le développement : une séquence ordonnée du changement structurel***

De ces expériences, l'auteur tire pour l'économie algérienne des leçons en termes de stratégie de développement. Contestant le paradigme libéral sous-jacent aux fondements du partenariat euro-méditerranéen, l'auteur appréhende le développement comme une séquence ordonnée du changement structurel où l'Etat doit jouer un rôle central, le processus de convergence technologique indispensable à la réduction des écarts de productivité et de compétitivité étant un processus complexe que le seul fonctionnement du marché et/ou l'appartenance à une zone de libre échange ne peuvent garantir. La reconversion compétitive de l'offre nationale et son insertion dans l'économie mondiale passe par le développement du capital humain, par la construction d'un système national d'innovation, par la création de « capacités technologiques » endogènes. Ceci implique des politiques actives en matière d'éducation de recherche-développement articulées sur les sources de connaissance internationales et portées par des institutions politiques, économiques et sociales vertueuses et dynamiques. Ceci présuppose en dernière instance une réforme de l'Etat rentier en Etat développementaliste. Comment et par quels mécanismes ? La question, pourtant essentielle, reste posée.

***Naget ZATLA***